



Comité de Défense  
des  
Hôpitaux de  
JUVISY-LONGJUMEAU et ORSAY

**Madame Agnès BUZY**  
Ministre des affaires sociales et de  
la santé  
14 avenue Duquesnes  
75007 PARIS

Le 15 juin 2017

**Objet:** demande de moratoire sur le projet de destruction de 3 hôpitaux du Nord Essonne  
**PJ :** Demande du Comité de Défense des Hôpitaux du Nord Essonne

Madame la Ministre de la Santé,

L'ancienne Ministre de la Santé, Marisol Touraine, avait pris la décision de détruire les hôpitaux de Juvisy, Longjumeau et Orsay pour financer un nouvel établissement public à Saclay.

Cette décision est anti-démocratique et illégale puisqu'elle a été prise au mépris de la consultation des populations bien que la loi l'exige. En effet, l'ARS dit qu'il convient d' "*associer l'ensemble des acteurs du système de santé dans l'élaboration et la mise en œuvre de la politique de santé, dans un esprit de dialogue et de concertation*" cf le *Projet régional de santé en Île de France en matière de démocratie sanitaire*.

Il s'agit de "*mobiliser tous les acteurs pour lutter contre les inégalités sociales et territoriales de santé*" (p. 13 du *Plan Régional de Santé* de l'Île de France). Le 22 novembre 2016, étaient organisées des *Assises de la santé en Essonne*. Et ce projet, qui va bouleverser la proposition de soins de santé en Essonne, n'y a même pas été soumis alors que la loi exige de prendre en compte les besoins réels du territoire.

De plus, la zone du Nord Essonne, et en particulier Juvisy-sur-Orge, Viry et Savigny sont identifiées par l'ARS comme zones fragiles sous l'angle de l'accès à l'omnipraticien, de l'évolution prévisible de l'offre en médecine générale, des besoins de la population et de la complémentarité de l'offre sur le territoire.

Ainsi, fin 2016, on constate, dans les 3 villes concernées, le déficit croissant de généralistes sur nos communes : 4 sur Juvisy, à peine 12 sur Savigny sur orge, ainsi que de nombreux départs à la retraite à prévoir dans les années qui viennent. De plus, la suppression d'environ 500 lits assortie de celle de 900 postes de professionnels va détériorer de façon dramatique la situation.

Précisons que la fréquentation actuelle est de 43 154 patients par an sur les 3 hôpitaux, que 132.000 passages aux urgences ont été décomptés sur les 3 hôpitaux en 2015 dont 89 613 pour les établissement de Juvisy et Longjumeau, y compris la nuit. Les besoins sont donc importants.

Enfin, la construction d'un nouvel hôpital public à Saclay (directement dicté par les contraintes des offreurs), trop excentré au regard du territoire concerné, ne justifie en aucun cas la destruction des hôpitaux de Juvisy et Longjumeau, ancrés eux historiquement et géographiquement dans le territoire depuis fort longtemps.

Pour rappel, le bassin de vie, que dessert l'hôpital de Longjumeau-Juvisy, représente 500.000 habitant-e-s. En 2015 on dénombrait 640 lits soit 13 lits par 10.000 habitants. Après la démolition il n'y aura plus aucun lit pour 10.000 habitants et si l'on considère que ces 500.000 habitants ne seront desservis que par l'hôpital de Saclay, il n'y aura que 4,5 lits par 10.000 habitants alors que l'hôpital Paris-Centre est à 35 lits pour 10.000 habitants sur un rayon de 3 km. On peut en conclure que le projet GHNE 2024 créera un véritable désert hospitalier, d'autant plus que la maternité de la clinique Caron d'Athis-Mons est fermée depuis le 7 mai 2017. Quand on considère que 20 kilomètres séparent Juvisy-sur-Orge de Saclay, en combien de temps cette distance peut-elle être parcourue aux heures de pointe ?

**Comité de Défense des Hôpitaux du Nord Essonne**

40, rue Alexandre Ribot, 91600 Savigny sur Orge - @ comitehopitaux91@gmail.com

De plus le Plateau de Saclay est une zone de densification urbaine forte et sera mieux desservi depuis Paris ou Versailles que depuis le Nord Essonne.

Ce projet, s'il venait à se concrétiser, se ferait au détriment de la population locale et aggraverait les inégalités sociales et territoriales de santé. L'ARS, en poursuivant ce projet, contredit son propre schéma directeur de « réorganiser et rééquilibrer l'offre de santé en réponse aux besoins des populations ».

Est-il besoin de rappeler que nous sommes sur un territoire qui présente des risques multiples: sanitaires (pollution due à l'aéroport d'Orly, la N7, l'A6...), risques d'accidents (axes routiers, gares...), de catastrophes naturelles (zones inondables sur les bords de Seine), industriels (zones Seveso)... qui requièrent la proximité d'hôpitaux et de services d'urgences ? Arriverons-nous, à force de restrictions et de calculs purement comptables, à une situation où les infrastructures existantes ne pourront plus accueillir les patients et leur assurer des soins décents en cas de crises sanitaires récurrentes et largement prévisibles comme une simple épidémie de grippe ou un épisode de canicule ?

Par ailleurs, rien n'est dit de l'avenir des personnels soignants. Nous nous associons à leur inquiétude légitime.

Aussi, nous, Comité de Défense des Hôpitaux du Nord Essonne, avons pris l'initiative de lancer une pétition sur ce projet.  
A ce jour, plus de 26 487 personnes se déclarent contre le projet de fermeture des 3 hôpitaux ([bit.ly/SauvonsHopitauxJuvisyLongjumeauOrsay](http://bit.ly/SauvonsHopitauxJuvisyLongjumeauOrsay)).

A notre connaissance 7 villes ont voté à l'unanimité des motions contre la fermeture des hopitaux et d'autres sont déposées mais pas encore soumises au vote des conseils. Notre députée Eva Sas a interpellé, le 13 juin 2016, Madame Marisol Touraine sur ce sujet.  
Le Conseiller régional Lamine Camara, est aussi intervenu pour défendre la cause des habitants du bassin du Nord Essonne et des salariés des hôpitaux.

Nous, Comité de Défense des Hôpitaux du Nord Essonne, exigeons qu'un moratoire sur le projet soit décidé sans attendre.

Nous souhaitons que les besoins sanitaires de la population de notre bassin de vie fassent l'objet d'une véritable consultation. Celle-ci devra aboutir à un projet territorial pour répondre aux missions médico-sociales et de prévention de l'hôpital public auquel nous sommes attachés.

Dans l'attente d'un rendez-vous qui nous paraît extrêmement urgent, nous vous prions d'agréer, Madame la Ministre, l'expression de nos salutations citoyennes.

Michèle Plottu,  
Présidente,  
Pour le Comité de Défense des Hôpitaux du Nord Essonne

*Envoi du courrier par Change.org et lettre recommandée avec AR  
Copie aux Maires des communes du Nord Essonne  
Copie Jean-Christophe Devys, Directeur Général de l'ARS*